



Assemblée générale

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
17 octobre 2001
Français
Original: anglais

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 3^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 8 octobre 2001, à 15 heures

Président : M. Al-Hinai. (Oman)

Sommaire

Point 27 de l'ordre du jour : Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale*

Point 108 de l'ordre du jour : Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille*

Point 109 de l'ordre du jour : Suite donnée à l'Année internationale des personnes âgées : deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement*

* Points que la Commission a décidé d'examiner conjointement.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 27 de l'ordre du jour : Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/56/140)

Point 108 de l'ordre du jour : Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (A/56/3, A/56/57-E/2001/5, A/56/73-E/2001/68 et Add.1, A/56/114-E/2001/93 et Add.1, A/56/169, A/56/180, A/56/288-E/2001/104; A/C.3/56/L.2 et L.3)

Point 109 de l'ordre du jour : Suite donnée à l'Année internationale des personnes âgées : deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement (A/56/152)

1. **M. Langmore** (Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social) dit que les attentats terroristes perpétrés contre le World Trade Center et le Pentagone ont souligné à quel point il importait que tous les pays préoccupés par le terrorisme tentent de remédier non seulement à ses symptômes, mais également à ses causes profondes : la pauvreté et la privation de pouvoir qui engendrent frustration et désespoir.

2. La publication du *Rapport sur la situation sociale dans le monde en 2001* (E/2001/70) arrive donc à point nommé. Ce rapport traite de questions très variées et met l'accent sur diverses pathologies sociales contemporaines; le thème de l'équité en est le fil directeur car, dans bon nombre de pays, les fortes inégalités sont un obstacle considérable à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Ce rapport est le fruit d'un travail analytique important entrepris par la Division et est pour l'instant publié tous les quatre ans. Mais, en particulier depuis le Sommet mondial pour le développement social de 1995, les questions d'ordre social suscitent nettement plus d'attention à l'échelle mondiale. L'orateur demande si des rapports thématiques plus courts devraient être publiés plus fréquemment, par exemple tous les deux ans.

3. Présentant le rapport du Secrétaire général sur la suite à donner au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/56/140), l'orateur dit que la session extraordinaire tenue à

Genève afin de procéder à un examen quinquennal de la suite donnée aux engagements pris lors du Sommet mondial a permis de réaffirmer et de renforcer la volonté d'éliminer la pauvreté, de promouvoir le plein emploi productif et de favoriser l'intégration sociale. Intitulé « Nouvelles Initiatives de développement social », le texte issu de la session extraordinaire, joint en annexe à la résolution S-24/2 de l'Assemblée générale, présente les bases d'une action concertée visant à promouvoir un développement social juste et équitable dans le cadre de la mondialisation et d'autres enjeux.

4. Bien que le Sommet du Millénaire, qui s'est tenu quelques mois seulement après la session extraordinaire, ait dans une certaine mesure éclipsé cette dernière sur la scène politique internationale, la suite à donner au Sommet mondial n'en reste pas moins extrêmement importante; c'est notamment une composante essentielle de la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire. Le rapport du Secrétaire général donne un aperçu général des mesures prises depuis juillet 2000.

5. Un autre rapport du Secrétaire général porte sur le rôle des coopératives dans le développement social (A/56/73-E/2001/68). Ce rapport présente les vues des gouvernements sur le projet de directives des Nations Unies visant à créer un environnement propice au développement des coopératives. Dans l'ensemble, les gouvernements ont accueilli favorablement le projet, tout en formulant cependant certaines recommandations, en fonction desquelles une version révisée des directives a été établie et jointe en annexe au rapport. Les gouvernements ont également fait état de leur soutien constant au développement des coopératives.

6. Dans le rapport sur la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà (A/56/180), le Secrétaire général souligne que la mondialisation et l'habilitation des jeunes sont des questions prioritaires et examine les efforts entrepris à l'échelle nationale, régionale et mondiale en vue de mettre en œuvre le Programme. Comme pour tous les rapports présentés à la Commission, le Secrétariat espère que ce document suscitera de nouvelles analyses et recommandations.

7. **M. Asadi** (République islamique d'Iran), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Sommet mondial pour le développement social a

permis d'inscrire le développement social au programme des débats d'orientation internationaux. Tout en reconnaissant le rôle important de la société civile et du secteur privé, le Sommet a établi que le développement social et le bien-être de la population relevaient en premier lieu de la responsabilité des gouvernements.

8. Le développement social est le fondement même du développement humain et est indispensable à l'instauration, à l'échelon national et international, de conditions propices au progrès et au bien-être général de la population du monde entier. La justice sociale joue un rôle crucial dans la société moderne; elle ne devrait pas être victime de polémiques partisans, idéologiques ou politiques.

9. L'élimination de la pauvreté est une condition essentielle du développement social et du bien-être de la population et devrait être au cœur des stratégies socio-économiques nationales et de la coopération internationale aux fins du développement. En se fixant comme objectif de réduire de moitié d'ici à l'année 2015 la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté, les auteurs de la Déclaration du Millénaire réaffirment à quel point il est essentiel de lutter contre la pauvreté; la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté prévoit d'ailleurs qu'une campagne mondiale soit menée à cette fin.

10. Dans les pays en développement, bon nombre de gouvernements ont pris des mesures visant à lutter contre la pauvreté à l'échelon national, bien que leurs efforts se soient heurtés à des facteurs extérieurs. Il est évident qu'un environnement international favorable et une véritable coopération internationale aux fins du développement contribuent de façon décisive à aider les gouvernements à établir et à mettre en œuvre leurs programmes d'élimination de la pauvreté. Tout en accueillant avec satisfaction l'orientation du rapport du Secrétaire général (A/56/140) sur la question, le Groupe des 77 et la Chine approuvent également le projet de création d'un fonds de solidarité mondiale pour l'élimination de la pauvreté. En outre, la mise en commun des données tirées de l'expérience et des meilleures pratiques en matière de développement social joue un rôle crucial dans le domaine de la coopération et doit bénéficier de la participation et du soutien actifs des institutions, des fonds et des programmes pertinents du système des Nations Unies.

11. Les notions de protection sociale, de mise en place de filets de sécurité et de réduction de la vulnérabilité sont des éléments indissociables du développement social, notamment lorsqu'on considère les effets négatifs de la mondialisation sur tous les aspects de la vie dans les pays en développement. Le débat sur la protection sociale qui a eu lieu lors de la trente-neuvième session extraordinaire de la Commission du développement social a été des plus utiles et des plus enrichissants et devrait se poursuivre. Le programme de travail de la Commission pour 2002-2006 devrait aider la campagne mondiale de promotion du développement social, et le Groupe des 77 et la Chine réaffirment leur volonté de participer activement à ces différents débats. Le thème choisi pour 2002 souligne à quel point il est important d'intégrer les politiques sociales et économiques. À cet égard, les répercussions sociales des politiques macro-économiques nationales et internationales doivent être constamment évaluées, et les politiques économiques devraient tenir compte des stratégies d'élimination de la pauvreté, des dépenses sociales et des programmes de protection sociale.

12. Le Conseil économique et social a recommandé que l'Assemblée générale étudie comment organiser au mieux les examens de la suite donnée aux grandes conférences des Nations Unies tenues pendant les années 90, en décidant notamment sous quelle forme et avec quelle fréquence les présenter. À cet égard, il est nécessaire que les principales parties concernées, y compris les gouvernements, les institutions, les fonds et les programmes des Nations Unies et les institutions financières internationales dialoguent et coopèrent. Il est tout aussi important de veiller à la complémentarité de la coopération internationale aux fins du développement social et d'autres processus multilatéraux.

13. La réalisation du développement social est maintenant une question de volonté et de ressources. Cette volonté est présente mais il reste encore à mettre en place un véritable système de coopération internationale aux fins du développement qui appuie les efforts nationaux. Il est nécessaire de définir des sources nouvelles et novatrices de financement du développement social. La campagne de promotion qui a été proposée devrait à cet égard être utile.

14. **M. Goffin** (Belgique), prenant la parole au nom de l'Union européenne et des pays associés, la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la

Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovaquie, ainsi que de l'Islande, du Liechtenstein, de Malte et de la Turquie, dit que, dans la Déclaration du Millénaire, les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé leur attachement au maintien des valeurs et des principes de dignité humaine et d'égalité et se sont déclarés convaincus que la mondialisation peut être une force positive pour tous les citoyens du monde. La Déclaration et le Programme d'action de Copenhague de 1995 constituaient déjà un nouveau contrat social à l'échelle mondiale; cinq ans plus tard, les États ont réaffirmé leur volonté de mettre en œuvre les engagements pris à Copenhague et de donner à la mondialisation un visage plus humain.

15. Il n'y a pas de développement économique durable sans développement social. Cette conception intégrée du développement représente l'acquis politique fondamental de Copenhague et des conférences, sommets et sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des dix dernières années. De plus, l'Union européenne considère qu'il est fondamental d'intégrer une perspective sexospécifique à toutes les politiques sociales et que le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur participation devraient être l'un des principaux objectifs de toute politique de protection sociale.

16. L'année 2001 a été consacrée au suivi opérationnel des engagements pris dans le cadre de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale. À l'occasion de la trente-neuvième session de la Commission du développement social, l'Union européenne a présenté quelques idées originales sur le thème de la protection sociale : elle a notamment indiqué que, contrairement aux idées reçues concernant les effets néfastes de la mondialisation sur la pauvreté, il n'existait aucun lien systématique entre le degré d'ouverture à la mondialisation et l'accroissement de la pauvreté; que la campagne visant à réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015 devait s'inscrire dans un cadre de protection sociale; que la protection sociale devait être considérée comme un investissement en capital humain et que le budget qui y était consacré contribuait à la croissance; et que la protection sociale relevait en premier lieu de la responsabilité des gouvernements, mais que la société civile dans son ensemble devait être associée aux efforts de réforme des systèmes de protection sociale.

17. L'Union européenne tient également à rappeler que les victimes du VIH/sida doivent bénéficier d'une protection sociale adéquate; que des normes minimales adaptées au contexte de chaque pays devraient être établies en matière de protection sociale; et qu'elle soutient sans réserve le « Pacte mondial » du Secrétaire général, instrument de promotion de la responsabilité du secteur privé en matière de développement social et de protection sociale.

18. Elle se félicite de la compilation des résumés des rapports établis par le système des Nations Unies sur le suivi du Sommet mondial et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/56/140, par. 26). À la lecture de cette compilation, il apparaît clairement que le système des Nations Unies est résolu à mettre en œuvre les décisions prises à la vingt-quatrième session extraordinaire. L'Union européenne se déclare de nouveau convaincue que la Commission du développement social est l'instrument le mieux à même de veiller à la concrétisation de ces engagements et qu'elle doit permettre aux praticiens du développement social d'échanger de bonnes pratiques et des données d'expérience. L'Union européenne attache une importance particulière aux dispositions qui ont été prises à la vingt-quatrième session extraordinaire en ce qui concerne les mandats confiés au Conseil économique et social et à la Commission du développement social.

19. L'Union européenne se félicite des engagements pris en mai 2001 à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en ce qui concerne le respect des principes et droits fondamentaux du travail et la nécessité d'investir dans l'infrastructure sociale, de réduire les dépenses militaires excessives et de renforcer les secteurs de la santé et de l'éducation. Elle se félicite en outre que le Conseil économique et social ait décidé de consacrer en 2002 son débat de haut niveau au thème du renforcement des ressources humaines, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

20. Elle tient également à attirer l'attention sur les questions relatives aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille. La Commission du développement social examinera à sa prochaine session les mécanismes de suivi de l'application des Règles pour l'égalisation des chances des handicapés, tandis que le Rapporteur spécial sur la situation des handicapés présentera des propositions visant à renforcer ces Règles. Dans la perspective des débats

que la Commission consacrerait aux jeunes, il est important d'envisager une stratégie plus intégrée et plus transversale qui permette de prendre en compte leurs intérêts dans tous les processus de planification, de prise de décisions et de mise en œuvre. En outre, des jeunes feront partie des délégations de l'Union européenne auprès de la vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée aux enfants.

21. Les préparatifs de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement qui aura lieu à Madrid en avril 2002 figurent parmi les grandes priorités de l'Union européenne. Ce sera une excellente occasion de répondre aux défis et aux possibilités que présente le vieillissement; le dialogue entre les générations deviendra un instrument clef du développement social. Une conférence régionale de suivi aura lieu à Berlin en septembre 2002.

22. L'importance que l'Union européenne attache à l'intégration de tous les groupes sociaux ressort des conclusions de la réunion du Conseil européen qui s'est tenue à Stockholm en mars 2001. L'Union européenne a entrepris de moderniser le modèle social européen afin de créer une Union dynamique composée d'États actifs sur le plan social et s'est fixé comme objectifs d'améliorer la qualité de l'emploi, de promouvoir l'intégration sociale, d'encourager la participation des partenaires sociaux à la gestion du changement, de responsabiliser les entreprises et de concevoir des systèmes de protection sociale, y compris des régimes de retraite, fiables. Cette réunion témoigne de la volonté de l'Union européenne de transposer en termes directs et concrets les conclusions du Sommet mondial et de la session extraordinaire. Ses membres sont résolus à améliorer encore leurs systèmes de protection sociale et à poursuivre le dialogue sur l'avenir des politiques sociales au sein de l'Union européenne et aux Nations Unies.

23. **M. Mmualefe** (Botswana), s'exprimant au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe, dit que les pays de la Communauté de développement s'emploient à mettre en œuvre un accord de partenariat visant à éliminer la pauvreté qui a été signé à Cotonou (Bénin) en juin 2000. La pandémie du VIH/sida s'est récemment révélée être un grand obstacle de plus au développement social de la région, les femmes et les jeunes étant les plus durement touchés. Les pays de la Communauté de développement – partenaires clefs de la stratégie

mondiale de lutte contre le VIH/sida, récemment mise à jour – s'efforcent sans relâche de réduire la vulnérabilité des personnes à risque, de mettre au point des stratégies visant à atténuer les répercussions sociales et économiques de la pandémie et de favoriser les recherches portant sur les vaccins et les microbicides. L'obtention d'aide internationale demeure une priorité, d'autant qu'il est nécessaire de généraliser l'accès à des traitements abordables.

24. Les ramifications des conflits armés de l'Angola et de la République démocratique du Congo continuent de nuire aux efforts de développement de ces pays; les Gouvernements des pays de la Communauté de développement restent foncièrement attachés aux processus interdépendants de paix et de développement.

25. Reconnaissant que l'éducation est une condition essentielle à la compétitivité au sein de l'économie mondiale, les pays de la Communauté de développement ont réformé leurs politiques nationales, de façon à privilégier l'éducation pour tous. La question des personnes âgées étant également cruciale, la Communauté de développement de l'Afrique australe se félicite des préparatifs de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement et souligne l'importance des initiatives régionales entreprises dans ce sens.

26. **M. Maquieira** (Chili), prenant la parole au nom du Groupe de Rio, rend hommage au Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social, qui prendra sa retraite en 2002.

27. La délégation du Chili se déclare consternée par le fait que les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont non seulement causé d'irréparables pertes en vies humaines et d'énormes dégâts matériels aux États-Unis d'Amérique mais risquent également d'accentuer la récession mondiale vers laquelle on s'achemine. En aggravant la pauvreté, la vulnérabilité et la marginalisation, cela nuirait considérablement aux pays en développement et aurait également des conséquences dans les pays industrialisés, qui ont déjà dû revoir à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'année à venir.

28. Parmi les préoccupations internationales, la lutte contre le terrorisme revêt maintenant une importance fondamentale. L'ONU ne doit pas seulement légitimer l'action internationale visant à défendre la paix et la sécurité mais doit s'employer sans relâche à mettre en

œuvre les accords signés lors du Sommet mondial pour le développement social et les nouvelles initiatives adoptées cinq ans plus tard en vue d'éliminer la pauvreté, de promouvoir l'intégration sociale et de renforcer la sécurité collective.

29. L'un des principaux objectifs de la communauté internationale consiste à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015; combattre la pauvreté est un impératif et non une simple possibilité. Parmi les réunions à venir qui seront de la plus haute importance figure la prochaine session de la Commission du développement social, qui doit traiter de l'intégration des politiques économiques et sociales visant à assurer le fonctionnement efficace des marchés dans le respect de valeurs éthiques. Ces réunions devraient également mener à l'adoption d'accords permettant de faciliter la coopération interinstitutionnelle entre les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, afin d'aider les États à améliorer les conditions de vie de leur population.

30. Le Groupe de Rio attache beaucoup d'importance à la lutte contre l'exclusion sociale et économique, condition indispensable à la consolidation de la démocratie et à l'instauration d'un monde plus juste et plus sûr, conformément à la Déclaration adoptée à Santiago en août 2001. Cette priorité consiste notamment à adopter des mesures énergiques et concertées visant à parvenir au développement économique et social en fournissant des emplois décents, une bonne éducation et des soins de santé complets aux groupes les plus en difficulté. Il se félicite d'avance du soutien que la communauté internationale lui apportera dans ce domaine.

31. **M. Paolillo** (Uruguay), prenant la parole au nom des États membres du Marché commun du Sud (Mercosur) et des États associés, la Bolivie et le Chili, dit que l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois et l'intégration sociale, thèmes essentiels énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action de Copenhague, sont actuellement envisagés dans le contexte de la mondialisation et d'autres défis. À sa vingt-quatrième session extraordinaire, l'Assemblée générale a demandé que les meilleures pratiques et expériences en matière de création de systèmes de protection sociale ou d'amélioration de systèmes existants soient mises en commun et a fait de l'intégration des politiques économiques et sociales une nouvelle initiative de développement social. Le Mercosur et les États associés approuvent ces idées et

ont pris les mesures qui s'imposaient, étant entendu que la réalisation de ces objectifs est une tâche de longue haleine.

32. Le Mercosur et les États associés ont défini un programme d'action s'inspirant de la Charte de Buenos Aires sur les engagements sociaux de juin 2000. Ce programme a été suivi de l'engagement pris à Gramado (Brésil) en septembre 2000, dans le cadre duquel des objectifs communs ont été fixés en matière de développement social, et du Sommet présidentiel de Florianopolis (Brésil), qui a eu lieu en décembre 2000 et au cours duquel il a été officiellement décidé que la Réunion des ministres du développement social du Mercosur et de ses États associés tiendrait lieu de forum politique et technique du Groupe sur ces questions. Au cours de sa réunion de mars 2001, ce forum a traité des questions de l'inégalité, de la pauvreté et du travail des enfants – des questions prioritaires dans l'ensemble de la région, qui feront l'objet de programmes établis par un groupe technique. Les ministres ont proposé d'élaborer des stratégies régionales d'élimination de la pauvreté et du travail des enfants et d'en faire l'axe principal des politiques macroéconomiques, dans le but de parvenir à une croissance durable.

33. Outre les enjeux du programme d'action social du Mercosur, de la Bolivie et du Chili, il convient d'examiner le processus de mondialisation dans le contexte international. Il reste à résoudre certaines difficultés ayant des conséquences directes sur les pays en développement de la région; il faut par exemple mettre en place un système de commerce international non discriminatoire, avec une répartition plus équitable des bienfaits de la croissance économique.

34. Les pays du Mercosur, de la Bolivie et du Chili sont convaincus que des efforts conjugués entrepris à l'échelon national, régional et international permettront d'atteindre les objectifs proposés lors du Sommet de Copenhague et de la vingt-quatrième session extraordinaire en vue de promouvoir le progrès social, le bien-être et de meilleures conditions de vie pour tous.

35. **M. Amoros Nuñez** (Cuba) dit que, à la suite des événements du mois précédent, la situation mondiale devient de plus en plus complexe. Mais il est important de se rappeler que les pays en développement ne voient aucun moyen d'échapper à la pauvreté, au chômage et aux problèmes de santé et de nutrition de plus en plus

importants. Ces conditions persistent malgré les engagements pris au Sommet de Copenhague et dans la Déclaration du Millénaire. Les objectifs fixés à Copenhague en matière de coopération internationale n'ont pas du tout été atteints, et la mondialisation, qui aurait pu être porteuse de progrès et de prospérité, n'a fait qu'accroître la marginalisation sociale et économique dans le monde entier.

36. Les pays riches ne doivent pas fuir la responsabilité qui leur incombe d'honorer leurs engagements, en essayant de présenter le développement social comme une question strictement nationale. Ces engagements, réaffirmés à la vingt-quatrième session extraordinaire, sont le meilleur moyen d'instaurer un environnement international garantissant le progrès social pour tous. Les politiques et modèles économiques devraient être évalués en fonction de leur aptitude à promouvoir la justice sociale. En outre, des efforts visant à réduire l'instabilité financière internationale et à trouver des sources originales de financement du développement social viendraient compléter ces engagements.

37. Cuba a mis en œuvre avec succès des politiques de développement social fondées sur la justice sociale. Les jeunes y font figure de priorité, et le Gouvernement met en œuvre le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà, à l'échelon national et international. De même, le Gouvernement considère que les conditions de vie des personnes âgées sont un indicateur du degré de développement atteint. À Cuba, les personnes âgées ont systématiquement droit à des soins de santé gratuits et à la sécurité sociale, ce qui a contribué à faire passer l'espérance de vie à 75 ans. Cuba veillera à ce que la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement qui se tiendra prochainement conduise à l'adoption de stratégies adaptées au nombre croissant de personnes âgées dans de nombreux pays et visant à améliorer leurs conditions de vie. Cuba accorde également beaucoup d'importance aux services proposés aux personnes handicapées, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, de la culture et du sport.

38. Cuba a réalisé de nombreux progrès et a prouvé qu'il était possible de parvenir au développement social sans même avoir atteint un degré élevé de développement économique et que la répartition équitable des richesses pouvait contribuer au progrès économique, malgré l'embargo économique imposé par les États-Unis.

39. **M. Roshdy** (Égypte) déclare que divers instruments internationaux ont confirmé que le droit au développement était un droit fondamental comprenant des dimensions économiques, sociales, culturelles et politiques. Bien que la Déclaration de Copenhague ait contribué à donner à la question du développement une nouvelle envergure, les inégalités ont continué à se creuser au sein des États et entre États, et la coopération technique que le système des Nations Unies apporte aux pays en développement a diminué. La communauté internationale et les pays donateurs doivent donc redoubler d'efforts afin d'inverser cette tendance.

40. En particulier, les stratégies de développement social doivent respecter la diversité culturelle et économique et ne pas imposer d'approches qui ne conviennent pas aux conditions locales. Il ne s'agit pas seulement d'intensifier l'activité économique : il faut également répartir de façon plus équitable les richesses mondiales. Bien qu'il relève en premier lieu de la responsabilité nationale, le développement social ne peut en fait pas être atteint sans l'aide internationale, qui comprend notamment la réduction de la dette, l'assistance technique et financière et la suppression des barrières tarifaires. Il est inquiétant de constater que la communauté internationale n'a pas respecté les engagements qu'elle avait pris en matière d'aide publique au développement (APD).

41. Le développement social ne peut, en outre, être envisagé indépendamment du droit de tous les peuples à l'autodétermination, y compris la pleine souveraineté sur leurs ressources naturelles.

42. **M. Lee Ho-jin** (République de Corée) souligne l'importance des conclusions de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale, en particulier en ce qui concerne la pauvreté, le VIH/sida et la réduction de la dette. Le Sommet du Millénaire et la trente-neuvième session de la Commission du développement social ont également permis de définir les bases – reconnues à l'échelle internationale – d'une société sûre, stable et juste, et ont ainsi intensifié la lutte contre la pauvreté, la promotion du plein emploi et l'élimination des obstacles auxquels se heurte l'intégration sociale.

43. La crise financière qu'a récemment connue l'Asie a nui aux relations entre partenaires sociaux et a entraîné une forte augmentation du chômage, qui affaiblit le tissu social et menace de marginaliser

davantage les groupes vulnérables. Le Gouvernement de la République de Corée a néanmoins pris les mesures qui s'imposaient. Foncièrement attaché au développement social, il a mis en œuvre de vastes programmes visant à établir un système de « protection sociale productive » conforme aux objectifs du Sommet mondial pour le développement social.

44. Il est de plus en plus admis que l'éducation est l'un des principaux facteurs d'intégration. Le Gouvernement a donc fait de l'éducation l'une de ses plus grandes priorités. Il se félicite également de la décision qui a été prise lors de la session extraordinaire de s'engager davantage, sur le plan politique, à éliminer d'ici à 2005 les inégalités entre filles et garçons dans l'enseignement primaire et secondaire et à garantir d'ici à 2015 pour les filles et les garçons un enseignement primaire gratuit, obligatoire et universel. Les investissements visant à améliorer la qualité de l'éducation à tous les niveaux sont une composante indispensable des programmes de développement de l'emploi et de promotion de l'égalité entre les sexes dans les établissements scolaires et dans la vie professionnelle.

45. Malgré les difficultés économiques auxquelles il s'est heurté à la suite de la crise financière asiatique, le Gouvernement de la République de Corée a continué d'accorder beaucoup d'importance à l'aide publique au développement (APD), qui porte notamment sur des programmes coopératifs privilégiant la décentralisation et la mise en valeur des ressources humaines dans le cadre de partenariats avec les pays les moins avancés. De tels programmes mettent également l'accent sur le renforcement des capacités dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

46. Pour réduire la marginalisation et optimiser les aspects positifs de la mondialisation, il est également indispensable de gérer adéquatement les ressources disponibles. De fait, les politiques économiques sont indissociables des politiques sociales, principe qui a été réaffirmé à la session extraordinaire de l'Assemblée générale et à la trente-neuvième session de la Commission du développement social. À cet égard, la délégation de la République de Corée approuve le programme de réunions de groupes d'experts portant sur les répercussions sociales des politiques économiques, dont il est fait mention dans le rapport du Secrétaire général (A/56/140, par. 32).

47. **M. Yahya** (Malaisie), décrivant le contexte dans lequel a eu lieu le Sommet mondial pour le développement social, dit qu'en 1995, la mondialisation était déjà une réalité et laissait miroiter des perspectives de prospérité apparemment infinies. Cependant, plus d'un milliard de personnes continuent de vivre dans l'extrême pauvreté, des millions sont sans emploi et de plus en plus de sociétés se désintègrent sous l'effet de « fractures » raciales, ethniques ou sociales.

48. Lors de la vingt-quatrième session extraordinaire, il est apparu que la pauvreté, le chômage, l'inégalité, l'exclusion sociale, la discrimination, les crises économiques systémiques et les conflits civils n'avaient fait que s'aggraver depuis le Sommet. La pauvreté reste le problème le plus grave, qui ne pourra être résolu que par une croissance mondiale durable et équitable, ainsi que par des efforts collectifs et conjugués visant à atteindre les objectifs du Sommet et à remédier aux inégalités. Bien que les pays en développement se soient efforcés sans relâche d'instaurer un environnement propice au développement social, ces objectifs mondiaux restent inaccessibles en raison du caractère anarchique de la mondialisation.

49. À l'heure de la mondialisation, la pauvreté et la désintégration sociale constituent de véritables menaces pour la paix et la prospérité internationales. Si les échanges commerciaux ont augmenté ces dernières années, l'APD a sensiblement diminué. Pour maintenir la paix et la prospérité, la communauté internationale doit assumer sa part de responsabilité dans la gestion du développement économique et social mondial.

50. La délégation de la Malaisie se déclare préoccupée par la persistance de la violence sociale à l'encontre des minorités, des femmes et des enfants dans le monde entier et par la propagation rapide des fléaux que constituent les stupéfiants, la criminalité transnationale et des maladies telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida. Aucun État ne peut à lui seul résoudre ces problèmes, qui nécessitent de véritables partenariats internationaux. Les pays industrialisés doivent en particulier continuer à aider les pays en développement à mettre en œuvre leurs programmes de développement social et humain.

51. Le programme de développement national de la Malaisie comprend des politiques d'intégration sociale visant à aider des groupes vulnérables et à maintenir un

équilibre entre la croissance et la protection de l'environnement et des ressources naturelles. La société civile et le secteur privé participent à part entière aux initiatives nationales de développement social.

52. Puisque 42 % de la population de la Malaisie a moins de 25 ans, les politiques et programmes en faveur des jeunes sont de plus en plus prioritaires. Il s'agit de former une solide génération de jeunes qui puisse contribuer à l'édification de la nation et s'adapter aux défis que présente le développement rapide d'une nation. L'accent est également mis sur le renforcement de la famille et le rôle qui incombe aux parents dans la transmission de valeurs morales et spirituelles.

53. En ce qui concerne les personnes handicapées, la Malaisie s'emploie sans relâche à tous les niveaux à promouvoir leur égalité et leur pleine participation à la société, notamment grâce à un conseil consultatif national des personnes handicapées, qui contribue à l'élaboration de lois visant à protéger leurs droits et à prohiber les mauvais traitements, la privation de soins et la discrimination dont elles pourraient être victimes. Le fait de s'occuper d'une personne handicapée et de subvenir à ses besoins donne également droit à des avantages fiscaux, et des dispositions ont été prises par le Gouvernement en ce qui concerne l'éducation des enfants ayant des besoins particuliers. Des programmes sont également mis en œuvre dans le but de fournir aux personnes handicapées une formation et un emploi; ils visent notamment à la réinsertion communautaire.

54. S'agissant des personnes âgées, le Gouvernement de la Malaisie considère que la préparation de l'ensemble de la population aux dernières années de la vie fait partie intégrante de ses politiques de développement économique et social. En particulier, cette planification doit tenir compte de l'évolution des caractéristiques et des attentes des personnes âgées, par exemple de leur besoin d'une plus grande indépendance financière et personnelle, et de la priorité à donner à l'interdépendance et non à la dépendance.

55. **Mme Alvarez** (République dominicaine) dit, au titre du point 109 de l'ordre du jour, qu'au XXI^e siècle, l'humanité devra s'adapter aux mutations sociales et politiques résultant de l'augmentation de la durée de vie. Il reste peu de temps à consacrer aux préparatifs de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, qui aura lieu en 2002, mais le Comité préparatoire

poursuivra ses efforts au cours de sa session de décembre afin de mettre la dernière main à une stratégie à long terme. Il devra se pencher sur des questions de fond. La délégation dominicaine tient à formuler à ce sujet quelques commentaires préliminaires.

56. Premièrement, l'Assemblée mondiale devrait mettre l'accent sur le vieillissement et le développement. L'augmentation de la durée de vie a entraîné de profonds changements aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, et il convient de souligner l'importance du « vieillissement productif », c'est-à-dire du rôle que les personnes âgées peuvent continuer de jouer dans leurs sociétés. En raison du vieillissement physique, il peut être nécessaire de modifier la nature de ce rôle, qui, pourtant, ne devrait pas diminuer si des politiques adéquates sont mises en place. Il faut cependant faire une distinction très claire entre la situation des personnes âgées dans les pays en développement et celle des personnes âgées dans les pays industrialisés. Par exemple, les pays en développement disposent souvent d'une plus grande marge de manœuvre face aux questions relatives au vieillissement.

57. Deuxièmement, le vieillissement productif renvoie à la question centrale du développement : l'élimination de la pauvreté. Dans les pays en développement, la pauvreté frappe plus souvent les familles que les individus, car les personnes âgées vivent généralement dans un ménage composé de plusieurs générations. Troisièmement, le Plan d'action international sur le vieillissement doit être assorti de délais précis, qu'on peut raisonnablement fixer à 20 ans, c'est-à-dire à une génération. Quatrièmement, pour que les personnes âgées puissent jouir de leurs droits fondamentaux, il peut être nécessaire d'établir un instrument international adapté. Finalement, le plan doit prévoir un mécanisme de suivi durable.

58. Les ressources humaines et financières que le système des Nations Unies consacre aux questions relatives au vieillissement sont modiques, et si l'on souhaite s'attaquer sérieusement à ces questions, cette situation ne saurait durer. Bien sûr, le thème du vieillissement concerne de nombreuses institutions du système des Nations Unies. Dans d'autres domaines, par exemple dans le cas du VIH/sida, où le problème est grave et les responsabilités diffuses, des programmes spéciaux ont été créés. Bien que

l'établissement d'un « organisme mondial sur le vieillissement » – suggéré par certains experts – ne se justifie peut-être pas, la mise en place, à l'échelle du système des Nations Unies, d'un programme sur le vieillissement pourrait vraisemblablement permettre de mettre en œuvre le Plan d'action.

59. **M. Apeland** (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) dit que l'Année internationale des volontaires décrétée en 2001 a permis à la Fédération internationale d'intégrer les activités entreprises dans le cadre de l'Année et ses programmes en direction des enfants, des jeunes et des personnes âgées vulnérables. En tant qu'organisation internationale, la Fédération s'est associée aux Volontaires des Nations Unies pour présenter les idéaux de l'Année aux parlements du monde, lors de la session récente de l'Union interparlementaire. L'Année marque également le début d'une nouvelle approche du volontariat, en particulier en ce qui concerne les relations avec des organismes n'appartenant pas au mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

60. La Fédération internationale oeuvre en étroite collaboration avec ses partenaires et avec les parlements et entend intensifier dans les deux ans à venir sa coopération avec les États. Elle s'emploie à reconnaître l'importance des volontaires, ce qui aide à répondre aux besoins qui ne sont pas satisfaits par le système officiel de prestations de services, et à présenter des projets de lois ou d'amendements visant à faciliter l'action des organisations bénévoles.

61. La deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement sera de nouveau l'occasion de souligner l'importance des personnes âgées dans le secteur du volontariat. La Fédération internationale s'efforcera tout particulièrement de porter à l'attention de l'Assemblée une série de questions relatives aux personnes âgées et aux mouvements de population, au VIH/sida et au volontariat, qui préoccupent les sociétés nationales et doivent être prises en compte par la communauté internationale. Beaucoup de sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dépendent également de jeunes bénévoles, pourtant vulnérables, pour leurs activités courantes. La Fédération internationale envisagera de nouveaux modes de participation des jeunes au volontariat.

62. La Fédération internationale a associé à la lutte contre le sida un grand nombre des programmes qu'elle gère dans différents secteurs, et la session

extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida a permis de souligner à quel point il était important de lutter contre l'épidémie sur tous les fronts. De jeunes volontaires sont chargés d'informer d'autres jeunes à l'échelle locale au Ghana ou reçoivent une formation d'agent de santé junior aux Philippines, où ils aident ensuite les enfants des rues à accéder à des services de santé essentiels – ce ne sont que deux exemples des nombreux rôles que jouent les jeunes volontaires au sein de leur communauté.

63. La Fédération internationale poursuivra l'action entreprise pendant l'Année internationale des volontaires et sait que d'autres membres de la communauté internationale feront de même.

64. **M. Doryan** (Banque mondiale) déclare qu'une expression évocatrice utilisée pendant le mouvement des droits civils aux États-Unis – « Ne perdez pas de vue le prix à gagner » – s'applique parfaitement aux questions d'égalité des chances, de droits fondamentaux et de développement dont la Commission sera saisie. La Banque mondiale a indiqué que l'élimination de la pauvreté dépend de trois conditions indispensables : premièrement, la multiplication des perspectives économiques offertes aux pauvres, grâce à la croissance économique, à l'amélioration du fonctionnement des marchés et au développement des ressources dont ils disposent, comme les terres et l'éducation; deuxièmement, l'accroissement du pouvoir d'action des pauvres, obtenu en renforçant leur aptitude à influencer les décisions qui les concernent directement et en supprimant la discrimination; et, troisièmement, la sécurité, acquise en réduisant leur vulnérabilité et en mettant en place des filets de sécurité et des systèmes de protection sociale.

65. La Banque mondiale se place sous l'angle du développement économique, mais la Commission envisagera l'élimination de la pauvreté sous l'angle du droit au développement. Ce droit se fonde sur les principes d'égalité et de non-discrimination; de dignité, c'est-à-dire de libre choix, d'autonomie et de liberté; et d'humanité, c'est-à-dire de respect mutuel et de solidarité. Les deux angles sont complémentaires, et la réduction de la pauvreté est la plus importante contribution que l'on puisse faire en vue d'améliorer l'équité et la justice.

66. Dans son nouveau programme de développement social, la Banque mondiale a tenu compte du fait que,

pour que le développement soit durable, les pauvres ne doivent pas être les « cibles » de programmes de réduction de la pauvreté et d'autres efforts de développement, mais doivent en être parfaitement maîtres et y être associés à part entière. Cette approche plus équitable et plus intégrée du développement gagne du terrain : près de 70 % des activités que le Conseil de la Banque a approuvées au cours de l'exercice fiscal 2001 faisaient appel à la participation de la société civile.

67. Bon nombre des grandes ambitions exprimées lors de la session extraordinaire et du Sommet du Millénaire ne se concrétiseront pas tant que la communauté internationale n'établira pas des objectifs précis et chiffrés permettant de réaliser ces ambitions, des stratégies de mise en œuvre claires et des partenariats et alliances cohérents. Après le 11 septembre, la communauté internationale ne peut plus se permettre de ne pas intégrer tout de suite les politiques sociales et économiques ou de ne pas collaborer plus efficacement. Aborder la question de la pauvreté, c'est aborder la question de la paix.

Organisation des travaux

68. **Le Président** demande si la Commission souhaite se réunir pendant le débat général de l'Assemblée plénière qui aura lieu du 10 au 16 novembre. Il recommande fortement à la Commission de continuer à siéger dans la semaine du 12 novembre, car il est prévu que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés nouvellement nommé et plusieurs rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme prennent la parole devant la Commission pendant cette semaine et leurs interventions ne pourront être ajournées. En outre, si les travaux de la Commission étaient interrompus, la reprise de la première session du Comité préparatoire de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement serait compromise et il serait impossible d'achever le programme de travail de la Commission avant le 28 novembre.

69. Cependant, pour imposer le moins de contraintes possibles aux délégations, le Président propose également que la Commission ne se prononce pendant cette période sur aucun projet. En outre, le Président de l'Assemblée générale a assuré que, aux fins de la cinquante-sixième session, les Commissions ne seraient pas tenues de respecter les dispositions des résolutions de l'Assemblée générale qui leur interdisent de se réunir en même temps que le débat général.

70. Le Président suggère que la Commission continue de siéger pendant la semaine du 12 novembre.

71. Il en est ainsi décidé.

72. **Le Président** recommande également que, tous les jeudis après-midi, la Commission se prononce, s'il y a lieu, sur des projets de résolution.

73. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 30.